

## ET TOUT ÇA ... POUR ÇA

### Petit rappel historique :

- Août 2010 : la majorité UNSA (ex SU) et SUD du Comité d'Entreprise assigne Mme Destailleur en correctionnelle sur des questions de respect des procédures vis-à-vis du comité. Les élus CFDT ne sont même pas consultés sur cette initiative !
- Octobre 2010 : la direction prend sa revanche en annonçant la fin des usages concernant la distribution de tracts en CEBPL au 31 mars 2011.
- Janvier 2011 : la CFDT suggère au SU/UNSA de retirer la plainte en correctionnelle afin de rétablir des relations sociales dignes de ce nom. Elle reçoit une fin de non recevoir.

Vous connaissez la suite : [voir le tract du 15 février](#) , [voir le tract du 15 mars](#)

Dans ce contexte, les négociations sur la communication syndicale échouent.

8 JUIN 2011: coup de théâtre. La CFDT apprend que des négociations « secrètes » entre la direction et le seul syndicat UNSA ont abouti à un accord : en échange du retrait par le comité d'entreprise de sa plainte, **la direction s'engage par écrit à veiller au respect des textes de lois en vigueur**. Il est dit mais non écrit que la distribution de tracts serait à nouveau autorisée jusqu'au 30 novembre et que les négociations reprendraient à zéro...Sans garantie, bien sûr, de résultat ! Et avec quelles conditions ? Quelles sont les autres contreparties ? Et en faveur de qui ?...

Un Comité d'Entreprise est convoqué dans l'urgence le mardi 14 juin pour faire valider cette décision de l'UNSA par les élus CE. Seule la CGC les suit dans leur démarche, SUD se sent trahit dans l'intersyndicale mise en place avec l'UNSA, la CFDT n'étant pas partie prenante de cette action en justice, laisse les initiateurs régler leurs comptes ensemble.

## ET PENDANT CE TEMPS LÀ...

### Chaque jour dans les agences et les services

.../...

